

CONVENTION DE FORTAGE

ENTRE LES SOUSSIGNES :

- La société **SCI D'ANGLEBOIS**, société civile au capital de 57 930.63 Euros, dont le siège est à (25270) France, 3 rue des Fauvettes (SIREN 321 969 024), ici représentée par Monsieur **CUENOT**, dûment habilité suite à la délibération de l'assemblée générale des associés du 15 mars 2016

Ci-après dénommée « **SCI D'ANGLEBOIS** »,
D'une part,

ET

- La société **RMG**, dont le siège est à 25440 PESSANS, Route de Pointvillers, lieu-dit (SIREN 307 401 059), représentée par Monsieur Charles BRICOGNE, Directeur Général, habilité à cet effet,

Ci-après dénommée « **RMG** »,
D'autre part,

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT:

Le 8 octobre 2008, un contrat de fortage a été conclu entre la **SCI d'ANGLEBOIS** et la **SAS ROGER CUENOT**.

Le 3 décembre 2014 la **SAS ROGER CUENOT** est devenue la **SAS RMG**.

La présente convention a pour objet de substituer la **SAS ROGER CUENOT** par **RMG** (filiale à 100% du groupe ROGER MARTIN) dans tous les droits et obligations découlant du contrat de fortage du 8 octobre 2008.

RMG exploite des carrières afin de produire des matériaux destinés aux besoins du bâtiment, des routes et des travaux publics.

A ce titre, **RMG** exploite une carrière de matériaux calcaires sur les communes de **CHAPELLE D'HUIN** (25 270) et **SOMBACOUR** (25 520), et sur une partie des parcelles de la **SCI D'ANGLEBOIS** suivantes :

Sur la commune de **CHAPELLE D'HUIN**, un bâtiment à usage commercial cadastré :

Parcelles	Lieux dits	Surfaces
A 290	Malfuchaux	00ha 36a 78ca

Sur la commune de **SOMBACOUR**, une parcelle en nature de pré cadastrée :

Parcelles	Lieux dits	Surfaces
C 1068	Au Planet	01ha 35a 20ca
C 1069	Au Planet	00ha 58a 30ca
C 1070	Pré Faisan	01ha 23a 40ca

ve ss

Ces parcelles sont prises en l'état pour un total de **03ha 53a 68ca** (1 bâtiment à usage commercial avec dépendances et un terrain en nature de pré).

RMG déclare parfaitement connaître les dits biens pour les avoir visités en vue des présentes et s'être entouré de tous les éléments d'informations nécessaires à tous égards.

RMG en fonction des modalités de ses autorisations préfectorales et des besoins de ses activités pourra donc :

Décaper, extraire et exploiter le gisement en assurant la stabilité sur la bande des 10 mètres,
Remblayer avec des matériaux inertes,
Positionner et édifier ses infrastructures et voiries,
Stocker et recycler des matériaux,
Disposer des installations industrielles suivant la législation en vigueur,
Mettre en place des activités soumises à déclaration ou enregistrements préfectorales.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIVIT:

Article 1 : Droit d'exploitation

A la condition de se conformer régulièrement aux clauses et conditions ci-après énoncées, la société RMG aura le droit exclusif, en vertu du présent contrat, de procéder à l'exploitation de la carrière ouverte dans les terrains ci-dessus désignés, d'en extraire les substances qui s'y trouvent et d'en disposer ainsi que d'accepter des matériaux extérieurs de remblais suivant les exigences de l'arrêté préfectoral et conformément au projet de réaménagement final.

RMG pourra également remblayer certaines zones non concernées par l'arrêté préfectoral par un apport de matériaux inertes extérieurs suivant les règles en vigueur.

Article 2 : Particularités et droit de passage.

RMG pourra circuler sur les parcelles librement afin d'assurer le bon déroulement de son activité.

RMG pourra construire si nécessaire des infrastructures (réseaux, bâtiments, voiries, installations de traitement des matériaux du gisement...) en se conformant à la réglementation en vigueur.

RMG pourra stocker et traiter des matériaux sur l'ensemble des parcelles. Dans le cas d'un remblaiement définitif par des matériaux externes une redevance est prévue (Article 8).

Article 3 : Durée de la convention

La présente convention est consentie pour la durée de l'autorisation préfectorale d'exploiter RMG visée par l'arrêté préfectoral du 21 mai 2008 pour 15 ans, soit jusqu'au 21 mai 2023.

Article 4 : Reconduction

En cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter les terrains objet des présentes, la convention sera renouvelée par tacite reconduction dans les mêmes conditions et pour la durée de la nouvelle

oc LB

autorisation préfectorale, sans possibilité d'y mettre fin à l'exception des événements cités à l'article 5.

Article 5 : Résiliation

1°) Résiliation à l'initiative de la SCI D'ANGLEBOIS

La présente convention pourra être résiliée dans les conditions ci-après définies par la SCI D'ANGLEBOIS, si bon lui semble:

- A défaut de paiement d'un seul terme de la redevance, un mois après la mise en demeure de payer (par lettre recommandée avec accusé de réception) restée infructueuse,
- En cas d'inexécution de l'une quelconque des charges et conditions incombant à RMG, un mois après une mise en demeure (par lettre recommandée avec accusé de réception) d'exécuter restée sans effet,
- En cas de liquidation judiciaire, sans maintien de l'activité de RMG.

2°) Résiliation à l'initiative de RMG

La présente convention pourra prendre fin à l'initiative de RMG, seul, avant son terme normal, à quelque époque que ce soit, et sans aucune indemnité de part ni d'autre dans les cas suivants :

- Epuisement constaté du gisement, ou si le gisement se restreint dans des proportions rendant son exploitation trop onéreuse.
- Prescriptions administratives, de caractère général ou particulier ayant pour effet de rendre l'exploitation impossible ou trop onéreuse.
- Retrait ou défaut de renouvellement, quelle qu'en soit la cause, des autorisations administratives délivrées à RMG pour exploiter la carrière ou les installations de traitement.
- Impossibilité technique d'exploiter.

Article 7 : Charges et conditions

La cession du droit d'exploitation est faite aux conditions ordinaires et de droit et plus particulièrement sous celles suivantes que RMG s'oblige à exécuter :

- 1) RMG prendra les parcelles dans leur état actuel, sans pouvoir exercer aucun recours contre le propriétaire pour erreur dans la désignation ou la contenance (même si la différence en plus ou en moins entre la contenance sus indiquée et celle réelle excédait un vingtième) pour mauvaise qualité ou insuffisance du gisement.
- 2) RMG pourra édifier, en se conformant aux règlements d'urbanisme s'il y a lieu, toutes constructions, installations fixes ou mobiles nécessaires à son exploitation ou à toute industrie qu'il serait appelé à créer, soit pour faciliter son exploitation et la développer, soit pour la compléter.

- 3) **RMG** fera son affaire personnelle, à ses frais et sous sa responsabilité, de toutes formalités, demandes et déclarations auprès des administrations compétentes.
- 4) **RMG** devra prendre toutes précautions pour prévenir tous risques d'éboulement et dommages aux terrains voisins et sera seule responsable des accidents aux personnes et dégâts aux biens résultant de l'exploitation.
- 5) **RMG** l'exploitera suivant les règles de l'art et se conformera aux instructions de l'Administration ; elle fera son affaire personnelle de toutes réclamations éventuelles de voisinage, notamment pour cause de bruit et de poussières, de façon à ce que la **SCI D'ANGLEBOIS** ne soit jamais inquiétée à ce sujet.
- 6) En fin d'exploitation, **RMG** devra restituer les terrains objet des présentes dans l'état où ils se trouveront du fait de la remise en état ordonnée par l'arrêté préfectoral l'autorisant à exploiter, sans pouvoir prétendre à quoique ce soit d'autre. A l'expiration du présent contrat, **RMG** disposera d'un délai d'une année pour l'enlèvement de ses approvisionnements matériaux en stock, machines et matériels.
- 7) **RMG** acquittera à leurs échéances à partir du jour de son entrée en jouissance, tous les impôts, taxes ou contributions auxquels pourra donner lieu l'exploitation de la carrière.
- 8) **RMG** se conformera exactement, tant pour l'exploitation proprement dite que pour la remise en ordre des terrains, aux conditions de l'arrêté préfectoral l'autorisant à exploiter.
- 9) La location des immeubles existants est faite sous les charges et conditions ordinaires et de droit en pareille matière, résultant de l'usage des lieux, du code civil, du Code Rural et des arrêtés préfectoraux pris en application de ces différents textes.
- 10) **RMG** pourra céder en totalité ou en partie, les droits que lui confèrent les présentes ; en cas de cession, elle ne pourra être consentie qu'à charge pour le cessionnaire de s'engager à remplir fidèlement toutes les clauses et conditions des présentes aux lieux et place de **RMG** qui en sera libérée après avoir fait connaître son successeur à la **SCI D'ANGLEBOIS** et de ce seul fait.
- 11) **RMG** pourra également faire apport des droits résultant des présentes à toute société ou personne morale créée ou à créer, de quelque forme que ce soit, à charge pour elle de satisfaire exactement aux diverses conditions de la présente convention.
- 12) Si la **SCI D'ANGLEBOIS** décide de vendre la totalité ou une partie des terrains objet de la présente convention, il est expressément convenu qu'elle devra en aviser **RMG**, ses successeurs ou ayant-droit total ou partie, à qui elle accordera un droit de préférence pour l'acquisition desdits immeubles à prix et conditions égaux.

A cet effet, la **SCI D'ANGLEBOIS** fera connaître à **RMG**, par lettre recommandée avec accusé de réception, préalablement à la conclusion du contrat, le prix offert par le cessionnaire pressenti, ainsi que les modalités et conditions de la vente projetée.

A égalité de prix et aux mêmes modalités et conditions, la **SCI D'ANGLEBOIS** devra donner la préférence à **RMG** sur tous les autres cessionnaires pressentis.

RMG aura un délai de deux mois, à compter de la notification des conditions du contrat projeté pour user de son droit de préférence. Si son acceptation n'est pas parvenue à la **SCI D'ANGLEBOIS** dans ce délai, **RMG** sera définitivement déchue de ce droit.

13) En cas de vente à un tiers, la **SCI D'ANGLEBOIS** s'oblige à faire respecter par ses acquéreurs toutes les clauses et conditions de la présente convention qui sera littéralement rapportée à l'acte de ladite vente. Cet acte devra également comporter l'engagement de l'acquéreur de poursuivre l'exécution du présent contrat aux mêmes conditions.

14) La **SCI D'ANGLEBOIS** déclare n'avoir point donné en hypothèque au profit de tiers quelconques, état, personnes physiques, morales ou publiques, tout ou partie des terrains faisant l'objet de la présente convention, et affirme qu'aucune servitude ne les affecte et n'est susceptible d'empêcher cette convention de recevoir sa pleine et entière exécution.

La **SCI D'ANGLEBOIS** s'engage, en conséquence, et engage solidairement avec elle ses successeurs ou ayant-droit, à ne consentir aucune autre servitude sur ces terrains pendant toute la durée de la présente convention.

Article 8 : Redevances.

La présente convention est consentie et acceptée à compter de sa date de signature, moyennant :

- Une redevance **proportionnelle** de _____ par m3 de vide de fouille, hors découverte et matériaux stériles.

Cette redevance sera indexée sur l'indice INSEE GRA et révisable suivant le dernier indice GRA connu au 1^{er} janvier de chaque année. L'indice GRA de référence étant le dernier connu à la date de la signature des présentes (soit 119.9 pour décembre 2015 - indice GRA base 2006). Elle suivra à minima la valeur du forage communal (commune de Chapelle d'Huin).

- Une redevance **proportionnelle** de _____ par m3 de matériaux inertes extérieurs au site mis en remblais de manière définitive (hors découverte et matériaux stériles).

Cette redevance sera indexée sur l'indice INSEE GRA et révisable suivant le dernier indice GRA connu au 1^{er} janvier de chaque année. L'indice GRA de référence étant le dernier connu à la date de la signature des présentes (soit 119.9 pour décembre 2015 - indice GRA base 2006).

Tout volume de gisement non extrait jusqu'à la cote de l'arrêté préfectoral en cours et recouvert de façon définitive de déblais internes ou externes sera dû.

Les relevés du vide de fouille et du volume remblayé seront établis annuellement par un géomètre (novembre ou décembre) aux frais de **RMG** et communiqués sur sa demande à la **SCI D'ANGLEBOIS**. Dans les 30 jours à réception du relevé, la **SCI D'ANGLEBOIS** pourra procéder aux vérifications qu'elle jugera utiles. A l'expiration de ce délai, et à défaut de contestation de sa part, le relevé adressé par **RMG** sera considéré comme exact et définitif.

-Une redevance **fixe** de _____ pour chaque année.

Cette redevance sera indexée sur l'indice INSEE GRA et révisable suivant le dernier indice GRA connu au 1^{er} janvier de chaque année. L'indice GRA de référence étant le dernier connu à la date de la signature des présentes (soit 119.9 pour décembre 2015 - indice GRA base 2006).

Article 9 : Modalités de paiement

Le paiement de la redevance fixe interviendra, de manière semestrielle, entre les mains de la **SCI D'ANGLEBOIS** : 50% au 31 janvier et le solde au 31 juillet de chaque année d'exploitation.

Le paiement de la redevance proportionnelle interviendra entre les mains de la **SCI D'ANGLEBOIS** au plus tard au 31 décembre de chaque année d'exploitation.

Article 11 : Règlement amiable

En cas de survenance d'un litige, les parties s'engagent, avant d'introduire une procédure contentieuse, à rechercher un règlement amiable par le biais de négociation directe, en faisant le cas échéant appel à tous conseils de leur choix. A cet effet, elles s'obligent à négocier de bonne foi.

En cas d'échec du règlement amiable, le tribunal compétent pour traiter des différends, relatifs à l'interprétation et l'exécution de la présente convention sera les juridictions compétentes.

Article 12 : Enregistrement

La présente convention sera établie en quatre exemplaires, dont l'un destiné au bureau d'enregistrement du Service des Impôts des Entreprises de DIJON.

Fait à PESSANS, le 14/04/2016, en quatre exemplaires originaux :

Pour la SCI D'ANGLEBOIS (1)
M. Michel CUENOT

Pour RMG (1)
M. Charles BRICOGNE

*lu et approuvé
bon pour accord*

*lu et approuvé
bon pour accord*

Ch Br-1

S.C.I. D'ANGLEBOIS
3 rue des Fauvettes
25270 LEVIER
Le Gérant,

(1) Mention manuscrite : "Lu et approuvé, bon pour accord"

MC